



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
4 JUILLET 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 29
Nombre de pouvoirs : 5
Nombre de Conseillers présents : 21 (jusqu'à la question n° 12-104)
22 (à partir de la question n° 12-105)

Quorum : 15

Date de convocation et d'affichage : 28 Juin 2012
Date d'affichage du compte-rendu : 9 Juillet 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND (à partir de la question n° 12-105), Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, Mme Magali TREMORIN, Mme Roselyne MARCHAND,

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN, Mme Isabelle MOREL, M. Johan THEURET

Pouvoirs : Mme HUET à Mme GIROUX ; Mme COLLIN à M. HAMELIN ; M. LEGRAND à M. BADIGNON ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme MARCHAND à Mme SAUVÉE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Henri NOEL, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et indique au Conseil Municipal qu'il souhaite ajouter un nouveau point à l'ordre du jour du Conseil Municipal concernant la situation économique de la Société NOVANDIE de MARCILLE-RAOUL pour laquelle il souhaiterait émettre un vœu.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE ce nouveau point qui sera abordé en fin de séance du Conseil Municipal.

Puis Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-99) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-100) Projet d'acquisition de la propriété de la Congrégation des Filles de la Providence – Convention EPF
- 12-101) Vente au Syndicat Mixte du Lycée des terrains nécessaires à l'agrandissement du lycée
- 12-102) Vente d'un ensemble immobilier (maison du garde-barrière), Avenue de la Libération, au CCAS – Logement d'urgence
- 12-103) Réalisation d'une salle de sports – Attribution du marché de maîtrise d'œuvre
- 12-104) Réalisation d'une salle de sports – Concours restreint – Demande de subvention Aide à l'Ingénierie
- 12-105) Réalisation d'une salle de sports – Autorisation de programme pluriannuel
- 12-106) Rénovation partielle de l'Espace Malouas – Attribution des marchés de travaux
- 12-107) Requalification de la voirie urbaine – Programme 2011 – Exonération des pénalités de retard
- 12-108) Prime de service et de rendement (Filière technique)
- 12-109) Régime indemnitaire – Mise en place de la prime de fonctions et de résultats des attachés territoriaux (PFR)
- 12-110) Modification du tableau des effectifs au 01.09.12
- 12-111) Ressources humaines – Détermination du ratio « promus/promouvables » - Echelon spécial Catégorie C – Echelle 6
- 12-112) La Doupterie – Numérotage
- 12-113) Bourlidou – Numérotage
- 12-114) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2012-2013
- 12-115) Encaissement des chèques de dossier de consultation des entreprises (DCE) des travaux d'extension de l'école maternelle
- 12-116) Travaux de construction d'une Mison de l'Enfance – Avenant
- 12-117) Subvention municipale – Court Métrage « MDR » de Cédric Bouvier
- 12-118) Garantie d'emprunt – Association Cinéma Chateaubriand
- 12-119) Salle de cinéma – Mise à disposition gracieuse pour la Commune
- 12-120) Achat d'un véhicule pour les cantines – Décision modificative n° 2 du budget principal
- 12-121) Service d'accueil de la Petite Enfance – Conventionnement des partenariats
- 12-122) Temps d'accueil périscolaire – Formation du personnel municipal
- 12-123) Recettes provenant du produit des amendes de police relatives à la circulation routière – Répartition 2011 – Liste principale
- 12-124) Enquêtes publiques communales – chemins – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
- 12-125) Cession d'une portion de chemin communal à « La Cabouchère » à M. Bernard JOSSE
- 12-126) Cession d'une portion de chemin communal entre les lieux-dits « Les Verdières » et « Le Chenot » à M. Yves DENOUL

- 12-127) Cession d'une portion de chemin communal entre les lieux-dits « Les Verdières » et « Le Chenot » à M. Jean DENOUAL
- 12-128) Cession d'une portion de chemin communal à « Belle Lande » à M. Christophe. QUEVERT
- 12-129) Cession d'une portion de chemin communal à « La Quiriais » à M. Alcide LEMUR
- 12-130) Cession d'une portion de chemin communal à « La Haye » à M. Pierrick DESCLOS
- 12-131) Cession d'une portion de chemin communal à « La Fromière » à M. BLANCHET, Melle LE HOUSSEL, M. DESCLOS
- 12-132) Cession d'une portion de chemin communal à « La Fromière » à M. BLANCHET, Melle LE HOUSSEL
- 12-133) Régularisation de voie communale et cession de délaissés communaux au lieu-dit « Hailand » à MM. HARAND
- 12-134) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 12-135) Question orales
- 12-136) Motion de soutien aux salariés de la Société NOVANDIE

12-99) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Henri NOEL, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 30 Mai 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-100) PROJET D'ACQUISITION DE LA PROPRIETE DE LA CONGREGATION DES FILLES DE LA PROVIDENCE, 2 ALLEE DES CHATAIGNIERS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 12-59 en date du 11 avril 2012, le Conseil Municipal a sollicité l'intervention de l' Etablissement Public Foncier de Bretagne pour procéder à l'acquisition d'une maison d'habitation et d'un jardin d'une superficie de 42 a 91 ca appartenant à la Congrégation des Filles de la Providence située 2 Allée des Châtaigniers.

Ce bien est défini au cadastre de la façon suivante :

AH 79	Avenue de la Libération	27 ca
AH 81	Avenue de la Libération	7 ca

Il y a lieu de formaliser la demande d'intervention de la Commune auprès de l'EPF de Bretagne et d'approuver la convention opérationnelle proposée par cet établissement.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal d'en délibérer :

- Vu le décret n° 2009-636 du 8 Juin 2009 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne et notamment ses article 2 et 4,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29 et suivants,
- Vu l'avis favorable de la Communauté de Communes Bretagne Romantique sur le projet de convention opérationnelle d'actions foncières en date du 8 Juin 2012,
- Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Saint-Malo, approuvé le 7 Décembre 2007,
- Vu le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de Communes Bretagne Romantique approuvé le 23 Juin 2011,
- Considérant que la Commune de Combours a, sur la zone de l'Avenue de la Libération, le projet d'acquérir des biens immobiliers (bâtis et non bâtis) appartenant à la Congrégation Religieuse des Filles de la Providence de Saint Brieuc, afin de réaliser un projet à vocation habitat avec production de logements locatifs sociaux au sein du bâtiment existant et d'autres logements locatifs sociaux en densification de la parcelle afin d'atteindre un objectif de densité de 25 logements par hectare ; que lesdits logements construits seraient essentiellement des logements adaptés aux personnes âgées,
- Considérant que ce projet nécessite l'acquisition d'emprises foncières situées Avenue de la Libération à Combours, que, vu l'importance stratégique que représente cette emprise foncière au regard des enjeux d'aménagements de la Commune de Combours, la maîtrise de ce foncier par la collectivité est primordiale,
- Considérant que le coût et la complexité d'acquisition du foncier, la nécessité de constituer des réserves foncières dès aujourd'hui et les délais nécessaires à la mise en œuvre de ce projet d'aménagement justifient l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne
- Considérant que, sollicité par la Commune de Combours, l'Etablissement Public Foncier de Bretagne a proposé un projet de convention opérationnelle d'actions foncières encadrant son intervention et jointe à la présente délibération, que cette convention prévoit notamment :
 - Les modalités d'intervention de l'EPF et notamment les modes d'acquisition par tous moyens
 - Le périmètre d'intervention de l'EPF
 - La future délégation, par la Commune à l'EPF, dans ce secteur, de ses droits de préemption, de priorité et de réponse au droit de délaissement
 - Le rappel des critères d'intervention de l'EPF que la Commune de Combours s'engage à respecter :
 - Densité de logements minimale de 25 log/ha
 - 100 % logement social, la part de LLS reste à définir
 - Réaliser des constructions performantes énergétiquement :
 - Pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes en vigueur ;
 - Pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique ;
 - Les conditions et le délai de rachat des parcelles à l'EPF, par la Commune de Combours ou par un aménageur qu'elle aura désigné
- Considérant qu'il est de l'intérêt de la Commune de Combours d'utiliser les moyens mis à disposition par l'EPF de Bretagne

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DEMANDE** l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne pour procéder aux acquisitions des parcelles répertoriées dans la convention annexée à la présente délibération
- **APPROUVE** ladite convention et **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout document nécessaire à son exécution,
- **S'ENGAGE** à racheter ou à faire racheter par un tiers qu'elle aura désigné les parcelles dans un délai de 5 ans à compter de leur acquisition
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération »

12-101) VENTE AU SYNDICAT MIXTE DU LYCEE DES TERRAINS NECESSAIRES A L'AGRANDISSEMENT DU LYCEE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que le Conseil Régional de Bretagne, par courrier en date du 6 Avril 2012, a fait connaître à la Commune sa volonté de réaliser, en lien avec le Conseil Général d'Ille et Vilaine, une extension des locaux de la Cité Scolaire François-René de Chateaubriand. Ces travaux débuteraient par la réalisation d'un nouveau service de restauration.

La Cité Scolaire n'ayant pas de surface disponible suffisante, la Région Bretagne souhaite implanter cette construction sur des parcelles acquises par la Ville au sud des bâtiments du lycée et demande la cession, à titre gratuit, des terrains nécessaires.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- section AE n° 512 d'une superficie de 683 m².
- section AE n° 514 d'une superficie de 546 m²
- section AE n° 516 d'une superficie de 917 m²
- section AE n° 33 d'une superficie de 277 m²
- section AE n° 34 d'une superficie de 252 m²
- section AE n° 39 d'une superficie de 840 m²

Cet ensemble immobilier, classé en emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de l'agrandissement du lycée, avait été acheté en 2004 auprès des conjoints PELLE et de Monsieur Marcel DESHAYES.

Aussi, il apparaît nécessaire que le Syndicat Mixte du Lycée acquiert les terrains d'emprise auprès de la Commune afin de les transférer, en second temps, à la Région.

Le Syndicat Mixte du Lycée, par courrier en date du 2 Mai 2012, a fait connaître sa volonté d'acquérir auprès de la Commune lesdites parcelles pour une superficie de 3 515 m² qui seront affectées à la réalisation du nouvel équipement.

Le prix de ces terrains, estimé par France Domaine, est de 165 000 €.

La Commission Finances, réunie le 21 Juin 2012, a émis un avis favorable à cette cession.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** de :

- vendre l'ensemble de ces parcelles au Syndicat Mixte du Lycée pour le prix de **165 000 €**
- désigner l'Etude Notariale de Combourg pour établir l'acte de cession, les frais étant pris en charge par le Syndicat Mixte du Lycée
- autoriser le 1^{er} Adjoint à signer tous documents et actes nécessaires à cette cession.

12-102) VENTE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER (MAISON DU GARDE-BARRIERE), AVENUE DE LA LIBERATION, AU CCAS – LOGEMENT d'URGENCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 7 Décembre 2011, le Conseil Municipal a décidé l'acquisition d'un terrain bâti, Avenue de la Libération, appartenant à la SNCF (maison du garde-barrière) pour un prix de 76 500 €.

Cette acquisition répond à deux besoins :

- d'une part, cette propriété est située dans le périmètre de l'opération du pôle ferroviaire. Une partie du terrain peut donc être détachée de la propriété en vue de l'aménagement de l'espace public
- d'autre part, la maison d'habitation, en bon état, peut avoir une vocation de logement d'urgence

En effet, la Commune de Combourg ne dispose pas actuellement de logement d'urgence permettant de répondre à des besoins de relogement temporaire de familles en difficultés.

Ces situations nécessitant, de façon générale, un accompagnement social, la création des places d'hébergement d'urgence relève des politiques sociales des

communes. Ces hébergements sont le plus souvent gérés par des associations oeuvrant dans le domaine de l'action sociale ou par les CCAS (Centres Communaux d'Action Sociale) qui peuvent bénéficier de financements spécifiques. C'est pourquoi Monsieur LE BESCO propose au CCAS de Combourg d'acquérir ce bien pour un montant de 60 000 €

Le CCAS de COMBOURG a fait connaître sa volonté d'acquérir ce bien et a inscrit les crédits nécessaires à son budget.

La Commission Finances, réunie le 21 Juin 2012, a émis un avis favorable à cette cession.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DECIDE** :

- de vendre au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de COMBOURG, la maison d'habitation ainsi qu'une partie du terrain d'une superficie d'environ 250 m² pour un montant de **60 000 €**.
- de prendre en charge les frais de géomètre en vue de l'établissement du bornage nécessaire à l'opération
- de confier à l'Etude Notariale de Combourg l'établissement de l'acte de vente correspondant (les frais étant pris en charge par le CCAS)
- d'autoriser le Maire à signer tous actes et documents liés à cette vente, en ce qui concerne la Commune.

12-103) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – ATTRIBUTION DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la ville de Combourg a lancé un concours restreint sur esquisse en vue d'attribuer un marché de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une salle de sports destinée aux activités de basket-ball, de karaté et de judo. Il s'agit d'une procédure formalisée passée selon les articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics.

Le programme technique détaillé de l'opération a été élaboré par le Bureau d'Études Préprogram, assistant à maitre d'ouvrage sur ce projet, et validé par le Conseil municipal lors de sa réunion du 7 décembre 2011. En synthèse, il en ressort :

- la conception d'une salle de sports d'une surface d'environ 2 000 m², comprenant une salle de basket avec gradins, une salle de judo, une salle de karaté, des vestiaires associés à chacune des salles, des espaces communs et des locaux techniques ;
- l'aménagement des espaces extérieurs immédiats, parvis et stationnement ;

- une localisation à proximité du Lac Tranquille et des terrains de tennis existants ;
- une enveloppe budgétaire prévisionnelle des travaux fixée à 2 670 000 euros HT.

Ce marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics le 15 décembre 2011, et la date limite de remise des candidatures a été fixée au 23 janvier 2012. 61 dossiers ont été reçus.

Le premier tour du jury de concours s'est déroulé le 2 février 2012 pour procéder à la sélection de 3 candidats. Le jury était composé des membres du Conseil municipal désigné par délibération n°11-192 du 7 décembre 2011, et de 3 représentants de la maîtrise d'œuvre, MM. Gohlen, Maurer et Poffa, architectes.

Suite à la présentation de l'analyse des candidatures et au vote des membres du jury de concours, les candidats admis à concourir ont été les suivants :

- Groupement COQUARD - COLLEU - CHARRIER (Saint Briec, 22)
- Groupement CRAS (Rennes, 35)
- Groupement LIARD & TANGUY (Rennes, 35)

Le Dossier de Consultation des Concepteurs a été envoyé aux trois candidats le 12 Mars. Une visite du site et une séance de questions-réponses a été organisée le 20 Mars. Les candidats ont pu ensuite adresser leurs questions jusqu'au 3 avril, et les réponses leur ont été communiquées le 5 avril. Les trois candidats ont remis leur projet (une planche comprenant plans et perspectives, un mémoire technique et une offre financière) le 10 Mai 2012, dans les délais impartis. Les dossiers des 3 candidats étaient complets.

Conformément à l'article 70 du Code des Marchés Publics, les prestations remises ont fait l'objet d'une procédure visant à assurer le respect de l'anonymat des équipes concurrentes. Le code choisi par le secrétariat de concours pour les projets est A, B et C.

La procédure de concours restreint implique l'avis d'une Commission Technique, chargée d'analyser les différents projets afin de préparer les travaux du jury. Elle est composée de membres pouvant apporter un éclairage spécifique en fonction de leur compétence et n'appartenant pas au jury de concours. Par délibération n°11-193, le Conseil municipal a désigné quatre conseillers municipaux, deux membres des services de la ville, des représentants des activités basket, karaté et judo, ainsi que l'architecte des bâtiments de France.

La Commission technique s'est réunie le 31 mai et a examiné les esquisses des trois candidats. Elle a ensuite formulé un avis argumenté, essentiellement sur les aspects fonctionnels des bâtiments.

Le second tour du jury de concours a eu lieu le 7 Juin 2012. Il s'agissait de procéder au classement des trois projets remis par les candidats admis à concourir et de désigner un lauréat pour ce concours d'architecte.

Après une présentation par M. Le Besco, Président du Jury, Madame Hélène Bouniol, du Bureau d'Études Préprogram, a rappelé le programme et a rapporté le travail de la Commission Technique au jury.

Les membres du jury ont pu ensuite prendre connaissance des différents projets. A l'issue des présentations, le débat a pris place et le Jury a évalué le niveau et la qualité des propositions des candidats retenus au regard des critères suivants, par ordre d'importance relative décroissante :

1. Adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'Ouvrage
2. Qualité technique et environnementale du projet par rapport au programme
3. Respect du programme fonctionnel (surfaces, organisation)
4. Qualité architecturale du projet et insertion dans le site

Le président du jury a proposé un vote à bulletin secret avec classement par critère des projets. Pour chaque critère, la première place donne 1 point, la deuxième donne 2 points, la troisième donne 3 points. Si 2 projets étaient ex-aequo, le détail des points par critère permettra de classer les projets, en s'appuyant sur la notion de hiérarchisation par priorité décroissante des critères. Le mode de scrutin a été accepté par l'ensemble du jury.

Le dépouillement des bulletins a permis d'obtenir les résultats suivants :

	Projets		
	A	B	C
Critère 1 – Adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'Ouvrage			
Nombre de points	11	17	17
Classements	1 ^{er}	2 ^{ème}	2 ^{ème}
Critère 2 – Qualité technique et environnementale du projet par rapport au programme			
Nombre de points	9	21	24
Classements	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Critère 3 – Respect du programme fonctionnel (surfaces, organisation)			
Nombre de points	9	18	26
Classements	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Critère 4 – Qualité architecturale du projet et insertion dans le site			
Nombre de points	10	23	21
Classements	1 ^{er}	3 ^{ème}	2 ^{ème}
TOTAL	39	79	88

Le jury a motivé son classement en formulant un avis sur les trois projets.

Sur chacun des critères, en conclusion :

- le projet A est le projet qui répond globalement le mieux aux 4 critères de jugement du concours ;
- d'un point de vue économique, la proposition de l'équipe B est inférieure à celle du Maître d'Ouvrage, avec cependant un certain nombre de points restant à préciser. Le projet A correspond à l'enveloppe du Maître d'Ouvrage, quand celle du projet C est légèrement supérieure. Sur ce critère, les 3 projets proposent une estimation réaliste, qui nécessiterait une même vigilance lors des études de conception ;
- d'un point de vue technique et environnemental, c'est le projet A qui, au stade du concours, présente le plus d'intérêt. Les projets B et C sont cependant eux aussi intéressants sur ce plan ;
- d'un point de vue fonctionnel, le projet A est celui qui répond le mieux aux attentes ; il propose un fonctionnement rationnel. Le projet B répond lui aussi correctement aux exigences fonctionnelles. Le projet C est le moins fonctionnel et présente certains dysfonctionnements ;
- enfin, d'un point de vue architectural, le projet A et le projet B ont tous deux un parti intéressant mais très différent. Le projet A a le mérite de proposer une volumétrie différente de celle souvent associée aux équipements sportifs, et propose une façade sur voie lisible, adaptée à ce type d'équipement. Le projet B propose quant à lui une volumétrie et un vocabulaire assez classique pour ce type d'équipement. Enfin le projet C propose un parti architectural marqué mais moins adapté à ce type d'équipement (boîte d'une même hauteur) même si l'encaissement proposé permet de diminuer cette impression de hauteur.

Après discussions, examen des projets, vote et expression des avis motivés pour chacun des projets, le classement proposé au pouvoir adjudicateur est le suivant :

- Classé premier : Projet A
- Classé deuxième : Projet B
- Classé troisième : Projet C

Conformément à l'article 74 III du Code des Marchés Publics, les candidats ayant remis des prestations conformes au règlement du concours bénéficient d'une prime. Le Conseil municipal a décidé le 7 décembre 2011 que le montant maximum de la prime allouée à chaque candidat admis à concourir serait de 10 800 € HT. Les membres du jury se sont prononcés favorablement sur le montant de l'indemnité à verser à chaque concurrent :

	Montant indemnité	Motivation
A	10 800 € H.T.	Prestations complètes
B	10 800 € H.T.	Prestations complètes
C	10 800 € H.T.	Prestations complètes

Il est précisé que la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre au candidat attributaire tient compte de la prime reçue pour sa participation au concours. L'indemnité du lauréat sera donc considérée comme une avance sur les honoraires de maîtrise d'œuvre.

Après levée de la procédure d'anonymat, le classement du jury de concours est le suivant :

Classement	Code	Équipe
1 ^{er}	A	Groupelement Coquard Colleu Charrier
2 ^{ème}	B	Groupelement Cras
3 ^{ème}	C	Groupelement Liard & Tanguy

Au vu de ce classement, et comme l'autorise le règlement de la consultation, une négociation a été engagée avec le lauréat. Une réunion s'est tenue le 12 juin 2012 entre le pouvoir adjudicateur et des membres du groupement Coquard Colleu Charrier. Des éclaircissements et des évolutions ont pu être apportés sur les points suivants :

- la réalisation de l'étude de faisabilité en approvisionnement énergétique est comprise dans la mission du bureau d'Etudes Armor Ingénierie, membre du groupement, et ne fera pas l'objet de coûts supplémentaires ;
- les montants des missions complémentaires retenues sont forfaitisés à programme constant, c'est-à-dire qu'ils ne feront pas l'objet d'une majoration dans le cas d'une augmentation du coût des travaux ;
- le montant de la mission complémentaire EXE à la charge du Bureau d'Etudes BSO est diminué de 3 000 €, et passe à 21 500 € HT.

A l'issue de la négociation, le taux de rémunération pour la mission de base s'établit à 10,86% et le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre s'établit à 2 670 000 € HT. Le forfait provisoire de rémunération est donc de 289 962 € HT.

Des missions complémentaires sont également proposées par le candidat. Il est proposé de retenir les missions complémentaires suivantes :

- Mission EXE fluides pour un montant de 16 700 € HT ;
- Mission EXE béton pour un montant de 21 500 € HT ;
- Mission EXE charpente pour un montant de 2 700 € HT ;
- Mission OPC pour un montant de 21 360 € HT.

Le total des missions complémentaires retenues serait de 62 260 € HT.

Monsieur LE BESCO demande au Conseil municipal de bien vouloir :

- attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement Coquard Colleu Charrier sur la base d'un forfait provisoire de rémunération de 289 962 € H.T
- confier à ce même groupement les missions complémentaires EXE fluides, EXE béton, EXE charpente et OPC pour un montant forfaitaire de 62 260 € HT
- autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des pièces du marché
- décider le versement d'une prime de 10 800 € HT à chacun des trois candidats admis à concourir

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

12-104) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – CONCOURS RESTREINT – DEMANDE DE SUBVENTION AIDE A L'INGENIERIE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO

Monsieur LE BESCO, expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 12-104 en date du 4 Juillet 2012, il a été décidé d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre au groupement Coquard-Colleu-Charrier sur la base d'un forfait provisoire de rémunération de 289 962 € HT et de confier à ce même groupement les missions complémentaires EXE fluides, EXE béton, EXE charpente et OPC pour un montant forfaitaire de 62 260 € HT.

Il propose au Conseil Municipal de solliciter une aide financière du Conseil Régional au titre des études en amont des projets Eco-Faur.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de solliciter une aide financière du Conseil Régional de Bretagne au titre des études en amont des projets ECO-FAUR.

12-105) REALISATION D'UNE SALLE DE SPORTS – AUTORISATION DE PROGRAMME PLURIANNUEL

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'équipement se rapportant à une immobilisation ou un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune. Le vote de l'autorisation de programme qui est une décision budgétaire est de la compétence du conseil municipal.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face. En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation du 1er janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et leurs crédits de paiement

Exercice	2012	2013	2014	TOTAL
Crédits de paiement prévisionnels au 2313 (opération 35)	350 000 €	2 400 000 €	1 450 000 €	4 200 000 €
Recettes prévisionnelles :				
Subventions	Demande en cours	Demande en cours	Demande en cours	Demande en cours
Emprunts/autofinancement	350 000 €	2 400 000 €	1 450 000 €	4 200 000 €

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- Que les crédits soient inscrits aux Budgets de chaque exercice
- Que les crédits de paiement pour cette opération, non mandatés sur chaque exercice, soient reportés automatiquement sur les crédits de paiement des années suivantes.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-106) RENOVATION PARTIELLE DE L'ESPACE MALOUAS – ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que le cabinet VIART de la Chapelle-aux-Filtzméens a été chargé de conduire la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation partielle de l'espace Malouas. Les éléments de la consultation de travaux ont été validés par le Conseil Municipal lors de sa séance du 7 mars 2012.

Pour mémoire, le projet fait état de 2 lots distincts, à savoir :

- Lot 1 : Menuiseries extérieures
- Lot 2 : Charpente bois

Le lot 1 comprend notamment le remplacement des menuiseries des vestiaires, du bureau, de la salle Moquette, de la façade Ouest du patio et des façades Est et Ouest de la Salle parquet. L'ensemble de ces menuiseries apporteront un confort thermique accru. Le lot 2 comprend principalement le remplacement des poteaux bois extérieurs des façades Ouest pour l'ensemble et Est pour la salle parquet. L'estimation de ces deux lots est de 188 150 € HT.

La publicité de ce marché a été envoyée en publication sur la plateforme de dématérialisation e-mégalis et à ouest-France le 5 avril 2012, pour une remise des offres définie au 26 avril. Sept Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) ont été retirés par téléchargement sur la plateforme de dématérialisation. Le registre de dépôt fait mention de la réception de 4 offres, toutes remises dans les délais.

L'ouverture des plis a eu lieu le 26 Avril 2012, et l'analyse a ensuite été confiée au cabinet VIART. Un classement des offres économiquement les plus avantageuses a été établi conformément aux critères pondérés définis dans le règlement de consultation (valeur technique des prestations pour 60%, prix des prestations pour 40%).

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du 15 Mai 2012, le pouvoir adjudicateur a décidé d'attribuer le marché comme suit :

- Pour le lot n°1 – « Menuiseries extérieures » :
Ets Grinhard Frères
35270 Combours
pour un montant de 115 820.90 € HT, soit 138 521.79 € TTC.
- Pour le lot n°2 – « Charpente bois » :
Ets Grinhard Frères
35270 Combours
pour un montant de 45 388.70 € HT, soit 54 284.89 € TTC.

soit un total pour l'ensemble des lots de 161 209.60 € HT, soit 192 806.68 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-107) REQUALIFICATION DE LA VOIRIE URBAINE PROGRAMME 2011 – EXONERATION DES PENALITES DE RETARD

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que les travaux de l'entreprise EVEN - lot n° 1 – concernant le marché de requalification de la voirie

urbaine programme 2011 ont été réceptionnés le 6 mars 2012. Le marché initial prévoyait une fin de travaux au 10 janvier 2012.

Les travaux ont dû être interrompus pour cause d'intempéries, d'arrêts techniques (hydro décapage, déplacement d'une chambre France Télécom) et d'un branchement d'eaux pluviales complémentaire (avenant n°1).

Considérant que les circonstances du retard ne sont pas imputables à l'entreprise, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'exonérer l'entreprise EVEN des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-108) PRIME DE SERVICE ET DE RENDEMENT (Filière Technique)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n°10-40 du 7 Avril 2010, le Conseil Municipal avait fixé les montants de la prime de service et de rendement pour le cadre d'emploi des techniciens.

Compte tenu de l'évolution du cadre d'emploi des techniciens,

le barème de la prime est actualisé de la façon suivante :

Grade	Taux annuel de base	Montant maximum annuel
Technicien	986 €	1 972 €
Technicien Principal 2 ^{ème} cl.	1 289 €	2 578 €
Technicien Principal 1 ^{ère} cl.	1 400 €	2 800 €

Le montant individuel de la prime de service et de rendement ne peut excéder le double du taux annuel de base.

Les critères d'attribution individuelle sont fixés par l'autorité territoriale de la collectivité en fonction :

- des responsabilités, sujétions spéciales liées à l'emploi occupé
- de la qualité des services rendus

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- Vu l'avis Favorable du Comité Technique Paritaire en date du 19 juin 2012

- Vu la mise en adéquation du tableau des effectifs de la commune,
- d'autoriser le versement aux agents concernés de la prime de service et de rendement selon les critères énoncés ci-dessus
- d'autoriser le Maire à en octroyer le taux par arrêté municipal.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-109) REGIME INDEMNITAIRE : MISE EN PLACE DE LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS DES ATTACHES TERRITORIAUX (PFR)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'en référence :

- au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié
- au décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008 (JO du 31 décembre 2008) relatif à la PFR
- à l'arrêté n°2008-1533 du 22 décembre 2008 (JO du 31 décembre 2008) fixant les montants de référence de la PFR
- à la Loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 art 38 et 40 (J O du 6 juillet 2010)
- à la circulaire du 27 septembre 2010 relative à la P F R dans la Fonction Publique Territoriale
- à la circulaire du 27 septembre 2010 précisant que le montant individuel de la part « résultats » pourra tenir compte de l'efficacité dans l'emploi et de la réalisation des objectifs, des compétences professionnelles et techniques, des qualités relationnelles et de la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur, appréciées dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle
- au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 relatifs aux correspondances avec les attachés des préfectures précisant les montants de référence à prendre en compte
- à l'arrêté du 9 octobre 2009 (J O du 11 octobre 2009)
- à l'arrêté du 9 février 2011 (J O du 19 février 2011)

la prime de fonctions et de résultats (PFR) remplace les indemnités composant le régime indemnitaire des attachés d'administration du ministère de l'Intérieur et des directeurs de Préfecture (IFTS – Indemnité pour travaux supplémentaire et IEMP- Indemnité d'exercice des missions des emplois des Préfectures) depuis le 1^{er} janvier 2011.

La PFR se compose obligatoirement de 2 parts, l'une liée à la fonction et l'autre aux résultats :

- la part liée aux fonctions est destinée à tenir compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées ;
- la part liée aux résultats a pour objet de tenir compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle et de la manière de servir.

Montant de la part liée aux fonctions : Le montant individuel de cette part est obtenu en multipliant le montant de référence par un coefficient compris entre 1 et 6.

Le coefficient prend en compte :

- Les responsabilités
- Le niveau d'expertise
- Les sujétions

Cette part a vocation à rester stable tant que l'agent occupe les mêmes fonctions.

Montant de la part liée aux résultats : Le montant individuel de cette part est obtenu en multipliant le montant de référence par un coefficient compris entre 0 et 6.

Ce coefficient est réexaminé chaque année à la lumière de l'évaluation individuelle.

La circulaire du 27 septembre 2010 précise que le montant individuel de la part « résultats » prendra en compte :

- L'efficacité dans l'emploi
- La réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles et la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur, appréciées dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle.

La somme des deux parts ne peut excéder le plafond global de la prime des fonctionnaires de l'Etat. Afin de respecter la nature de la prime, aucune des deux parts ne peut être dotée d'un plafond égal ou très proche de 0.

Conformément à la réglementation énoncée ci-dessus,

- Vu l'avis favorable du Comité technique Paritaire en date du 19 juin 2012
- Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer les montants de référence et les coefficients,
- Considérant que ces montants constituent des plafonds qui peuvent être modulés par l'autorité territoriale à partir des éléments énoncés ci-dessus,

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation concernant le régime indemnitaire des attachés territoriaux énoncée ci-dessus
- d'approuver les montants de référence et les coefficients de la nouvelle Prime de Fonctions et de Résultats prévus au décret en référence et se substituant aux montants du régime indemnitaire actuellement perçus en ce qui concerne l'I.F.T.S. et l'I.E.M.P.

	Prime de Fonction			Prime de Résultats		Plafonds
GRADES	Montant de Référence €	Coefficient		Montant de Référence €	Coefficient	€
Attaché	1750	1 à 6		1600	0 à 6	20100
Attaché Principal	2500	1 à 6		1800	0 à 6	25800

- d'autoriser le Maire à mettre en œuvre la procédure liée aux dispositions évoquées ci-dessus à compter du 1^{er} juillet 2012 et à prendre les arrêtés conséquents.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-110) MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/09/2012

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'ouverture de la médiathèque en décembre 2011 et afin de procéder au recrutement du responsable de celle-ci, il y a lieu d'effectuer la modification suivante au tableau des effectifs présenté lors du vote du budget primitif 2012, **avec effet au 1^{er} septembre 2012** :

- suppression** d'un poste à temps complet d'assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2^{ème} classe.
- création** d'un poste à temps complet d'un assistant de conservation du Patrimoine et des Bibliothèques Principal de 1^{ère} classe

Cette création étant motivée par le recrutement d'un agent par voie de détachement.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**12-111) RESSOURCES HUMAINES – DETERMINATION DU RATIO
«PROMUS/PROMOUVABLES » - ECHELON SPECIAL CATEGORIE C – Echelle 6
(sauf filière technique)**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, conformément au Décret n°2012-552 du 23 avril 2012, *il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique Paritaire, le taux (entre 0 et 100 %) permettant de déterminer le nombre d'agents susceptibles d'être promus à l'échelon spécial de l'Echelle 6, à l'exception de la filière technique.*

Les grades concernés par le nouvel échelon spécial sont les suivants :

- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe,
- Adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe,
- Agent social principal de 1^{ère} classe,
- Agent spécialisé principal de 1^{ère} classe des écoles maternelles
- Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe,
- Auxiliaire de soins principal de 1^{ère} classe,
- Opérateur principal des A.P.S.,
- Garde champêtre chef principal

Classés en échelle 6 en leur permettant d'accéder à l'échelon spécial doté de l'indice brut 499.

Modalités d'accès :

Conditions individuelles :

Fonctionnaires ayant au moins 3 ans d'ancienneté dans le 7^{ème} échelon de leur grade classé en échelle 6, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents.

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 19 Juin 2012,

Monsieur LE BESCO propose à l'assemblée :

- **de fixer** les modalités suivantes pour la procédure d'avancement à l'échelon spécial dans la Collectivité :

	Ratio	Critères
Tous les grades concernés par l'avancement spécial et présents dans la collectivité	100%	- niveau de responsabilité de l'agent promouvables - reconnaissance de la valeur professionnelle de l'agent au travers de l'évaluation

- **d'autoriser** le Maire à mettre en place ce dispositif à compter de l'année 2012

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-112) LA DOUPTERIE – NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Commune a été saisie par les services de la Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans les meilleurs délais.

Il propose donc la numérotation suivante pour le village de « **La Doupterie** » :

Numéros pairs :

- Section B n° 184	M. et Mme Loïc GAUTIER	N° 02
- Section B n° 180, 181, 182	M. Franck AUBRY, Mme Fabienne BOULANGER	N° 04
- Section B n° 178	Mlle COURTAIS et M. LEBRET (réhabilitation)	N° 06
- Section B n° 176	M. Loïc GAUTIER (réhabilitation)	N° 08
- Section B n° 157p	M. et Mme Alain CHARTIER (futur gîte)	N° 10
- Section B n° 157p	M. et Mme Alain CHARTIER (location)	N° 12
- Section B n° 157p	M. et Mme Alain CHARTIER (réhabilitation)	N° 14
- Section B n° 794	Madame Amélie CHARTIER	N° 16
- Section B n° 154	Monsieur Anthony PERRIN	N° 18
- Section B n° 769	Mme Marie-Madeleine HOUITTE	N° 20
- Section B n° 147p	Mme Madeleine HOUITTE	N° 22
- Section B n° 147p	M. Joël HOUITTE	N° 24
- Section B n° 197	Madame Martine DUPUIS	N° 26

Numéros impairs :

- Section B n° 187p	Madame Marguerite CORVAISIER	N° 01
- Section B n° 187p	Madame Marguerite CORVAISIER (réhabilitation)	N° 03
- Section B n° 189	Madame Marguerite CORVAISIER (réhabilitation)	N° 05
- Section B n° 191p	Monsieur Alain CHARTIER	N° 07
- Section B n° 192	Madame Mireille MARTINEL (réhabilitation)	N° 09
- Section B n° 191p	Monsieur Alain CHARTIER (réhabilitation)	N° 11

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour Information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-113) BOURLIDOU – NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Commune a été saisie par les services de la Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans les meilleurs délais.

Il propose donc la numérotation suivante pour le village de « **Bourlidou** » :

Numéros pairs :

- Section F n° 0049p	M. Philippe GIROUX (réhabilitation)	N° 02
- Section F n° 0049p	M. Philippe GIROUX	N° 04
- Section F n° 0037p	M. André PAROUX (réhabilitation)	N° 06
- Section F n° 0037p	M. André PAROUX	N° 08

Numéros impairs :

- Section F n° 1483	M. et Mme Jean-Claude BARBIER	N° 01
- Section F n° 0029	M. et Mme Michel BUSNEL	N° 03
- Section F n° 0017, 1719	M. et Mme Eric JUET	N° 05
- Section F n° 0019p	M. Maurice ORY	N° 07
- Section F n° 0019p	M. Maurice ORY (réhabilitation)	N° 09
- Section F n° 1410	M. et Mme Frédéric LOUET	N° 11
- Section F n° 0028	M. Paul FAURISSOU	N° 15
- Section F n° 1622p	M. André PAROUX (réhabilitation)	N° 17
- Section F n° 1622p	M. André PAROUX	N° 19

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux propriétaires concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour Information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-114) TARIFS CANTINE – RENTREE SCOLAIRE 2012-2013

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, comme chaque année, il convient de fixer les tarifs de la cantine pour l'année 2012-2013. Le Conseil Municipal est informé des modalités de fixation du prix de la Restauration Scolaire par le décret n° 2006-753 du 29 Juin 2006, à savoir,

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- D'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2011-2012 étaient de :

Tarif « Enfant »	3,04 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	5,36 €
------------------	--------

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel + frais de fonctionnement divers) a été établi à 5.78 €. Après avis de la commission finances, réunie le 21 juin 2012, elle propose d'appliquer une augmentation de 2.5 % pour le tarif «Enfant » et de voter les tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2012- 2013 qui seront applicables à partir de la rentrée scolaire, de la façon suivante :

Tarif « Enfant »	3.12 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	5.78 € (égal au coût de revient)
------------------	----------------------------------

Le Conseil Municipal est informé qu'une étude ayant pour objectif de faire participer les communes extérieures aux coûts de fonctionnement de la cantine sera menée et que les tarifs seront revus lors d'un prochain conseil.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces nouveaux tarifs qui prendront effet à la rentrée scolaire 2012-2013.

12-115) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DES TRAVAUX D'EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°11-153 du 9 novembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de consultation des entreprises pour les travaux d' « Extension de l'Ecole Maternelle » et a autorisé le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 02 mai 2012, annonçait la somme de 22 € pour l'envoi du dossier de consultation.

24 dossiers ont été envoyés, représentant un montant de 528 € reçus par chèque.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser les chèques pour un montant de 528 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-116) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE – AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Construction d'une Maison de l'Enfance** », marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010.

L'entreprise GRINHARD FRERES de Combourg (35), titulaire du **lot n° 5 – Mobilier Petite Enfance** - a présenté un avenant (n°1) en plus-value :

- Objet de l'avenant :

Fourniture et pose de deux meubles en mélaminé blanc dans la cuisine.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	15 640.86 € H.T.
Avenant n°1 en plus-value :	+ 621.92 € H.T.

Nouveau montant du marché: 16 262.78 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **3.98%** par rapport au montant du marché initial.

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'un marché complémentaire concernant une modification du plan de change bébé a été passé avec cette même entreprise d'un montant de 4 336.44 € H.T.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, la Commission Finances, réunie le 21 juin 2012, a donné un avis favorable à l'avenant n° 1 de l'entreprise GRINHARD FRERES - lot n° 5 -

Cet avenant est évoqué à titre d'information.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

12-117) SUBVENTION MUNICIPALE – COURT METRAGE « MDR » DE CEDRIC BOUVIER

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, le 14 mai 2012, la commune de Combours a reçu de Monsieur Cédric BOUVIER une demande de subvention afin de participer financièrement aux frais de production (DVD – jaquettes – affiches...) de son court métrage « MDR » dont le tournage a été réalisé courant mai 2011 en Ille et Vilaine et notamment sur la commune de Combours.

En contrepartie de cette aide, Monsieur Cédric BOUVIER s'engage à mettre en avant la Commune de Combours par sa présence au générique du court métrage en tant que partenaire ainsi que l'apparition du logo de la commune sur les affiches et sur la jaquette du DVD.

La Commission Finances, réunie le 21 juin 2012, a émis un avis favorable à cette demande d'aide.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de verser à Monsieur Cédric BOUVIER une subvention de 150 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-118) GARANTIE D'EMPRUNT – ASSOCIATION CINEMA CHATEAUBRIAND

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, que dans le cadre des travaux de création d'une deuxième salle de cinéma, incluant la mise en place du numérique, la mise aux normes handicapés et le projet VTHR ((Vidéo Transmission Haute Résolution), **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** sollicite un nouveau prêt de 98 000 € auprès du Crédit Mutuel de Bretagne, financé par deux crédits :

- Un crédit de 58 000 € destiné à financer l'achat de matériel.
- Un crédit de 40 000 € destiné à financer des travaux supplémentaires dans le cadre de la deuxième salle de cinéma

Les remboursements du prêt de 58 000 € seront pris en charge par la société YMAGIS (Société de location de films) sur 10 ans au taux de 4.05 %.

L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND sollicite une nouvelle garantie pour l'emprunt de **40 000 €**.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Mme GINGAT et de M. COCHARD qui se retirent), **DECIDE** :

- Vu les articles L2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu l'article 2298 du Code Civil

Article 1 : Le Conseil Municipal de la commune de Combours accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du crédit de 40 000 euros souscrit par **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** auprès du Crédit Mutuel de BRETAGNE, Agence de Combours sise à Combours 35270 – 25 Boulevard du Mail.

Ce prêt « Economie Sociale » est destiné à financer les travaux supplémentaires réalisés lors de la création de la deuxième salle de cinéma incluant la mise en place du numérique, le projet VTHR et la fin de la mise aux normes handicapés.

Article 2 : Les caractéristiques du prêt :

- | | |
|--|--------------------------|
| - Montant du prêt : | 40 000 € |
| - Durée totale du prêt : | 10 ans |
| - Date limite de remboursement : | 22/11/2022 |
| - Périodicité des échéances : | mensuelles et constantes |
| - Taux : | 3.85 % fixe sur 120 mois |
| - Montant des échéances : | 402.14 € |
| - Taux Effectif Global Mensuel : | 0.3267% |
| - Commission d'ouverture de crédit (COC) : | 125 € |

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du crédit et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND**, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Mutuel de Bretagne, la collectivité s'engage à se substituer à **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du crédit à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 :

Le Conseil autorise le maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Mutuel de Bretagne et **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND**

Article 6 :

La commune pouvant être amenée à constituer des provisions pour couvrir d'éventuels risques financiers liés aux opérations de garanties d'emprunts, il sera demandé à **L'ASSOCIATION LA CHATEAUBRIAND** de fournir chaque année à la commune de Combourg le bilan moral et financier de l'association après approbation de celui-ci en assemblée générale.

12-119) SALLE DE CINEMA – MISE A DISPOSITION GRACIEUSE POUR LA COMMUNE

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, compte tenu l'implication de la commune dans la modernisation du cinéma CHATEAUBRIAND, à savoir :

- Versement d'une subvention communale de 150 000 € sur deux ans (2010 et 2011)
- Cautionnement par la commune de Combours de deux prêts (en 2011 et 2012)

Il a été convenu entre la commune et les responsables de l'association LA CHATEAUBRIAND de mettre gracieusement à disposition de la commune, la salle de cinéma deux fois par an.

Chaque mise à disposition sera régie par une convention qui sera signée entre la commune et l'Association LA CHATEAUBRIAND.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de bien vouloir formaliser cette mise à disposition par un vote.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-120) ACHAT D'UN VEHICULE POUR LES CANTINES – DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que le véhicule utilisé par les cantines pour le transport des containers de la cantine du Linon à l'école maternelle des Erables, n'est plus en état pour assurer cette fonction.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2182/601/0200	Achat véhicule pour cantines		11 000 €		
020/01	Dépenses imprévues	11 000 €			
TOTAL		11 000 €	11 000 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-121) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE : CONVENTIONNEMENT DES PARTENARIATS

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD expose au Conseil Municipal queLe projet de fonctionnement du multi-accueil Ribambelle a prévu la mise en place de partenariats avec des communes riveraines et des entreprises locales.

Cette volonté de partenariats a été exprimée dès l'amorce des études liées à la petite enfance et figure dans la fiche d'identité du projet. Elle s'appuie sur la proportion importante de familles issues de communes autres que Combours et doit permettre d'affirmer l'ancrage de ce service sur un bassin de vie.

Concrètement, la mise en place de ces partenariats suppose qu'un certain nombre de places soient attribuées aux partenaires, et que ceux-ci participent au fonctionnement de la structure à travers une contribution financière.

La société AES a manifesté son intérêt pour engager un partenariat avec la commune de Combours. Elle souhaite réserver trois places, sur les vingt qui sont dévolues à l'accueil régulier. Cette réservation sera effective à partir du 1^{er} septembre 2012, pour une durée de quarante mois, avec la possibilité d'une reconduction expresse.

En contrepartie de cette réservation, la société AES s'acquittera d'une contribution fixée à 11 000 € par an et par place, contribution calculée à partir du coût de revient annuel de l'établissement.

La commune de Meillac a également souhaité s'associer au fonctionnement du multi-accueil Ribambelle. Il s'agit de la commune extérieure la plus représentée au sein des familles usagères. Il ressort des discussions avec la commune de Meillac et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) que le besoin assumé est de deux places.

L'engagement de Meillac sur ces deux places doit se faire à travers le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec la CAF. Un avenant au CEJ en cours de préparation sera signé avec la CAF dans les prochaines semaines pour intégrer les données d'activité du multi-accueil Ribambelle et contractualiser les partenariats avec Meillac et AES.

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver la mise en place des partenariats dans les conditions ci-avant ;
- autoriser le Maire à signer la convention de réservation de berceaux avec la société AES ;
- autoriser le maire à signer l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-122) TEMPS D'ACCUEIL PERISCOLAIRE - FORMATION DU PERSONNEL MUNICIPAL

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que l'accompagnement des enfants qui déjeunent dans les cantines scolaires de la commune peut parfois poser des difficultés liées à des comportements chez les plus jeunes qui ont beaucoup évolué ces dernières années.

Il a donc été décidé en 2011 de mettre en place une formation du personnel de la ville qui intervient auprès des enfants. Cette mission a été confiée à l'UFCV, partenaire de la commune pour l'organisation du centre de loisirs, et organisme agréé de formation spécialisé dans les champs de l'enfance et de la jeunesse.

Dans le cadre de cette prestation, l'UFCV s'est engagé à assurer la formation en direction de 21 agents répartis en deux groupes de 10 et 11 personnes. Ces agents accompagnent tous les enfants lors de la pause méridienne sur les trois sites de restauration gérés par la commune, le restaurant des Cytises pour l'école élémentaire, celui du Linon pour l'école Sainte Anne, et celui des Erables pour l'école maternelle.

Six journées d'intervention ont donc été programmées du mois de juin 2011 au mois de janvier 2012, et un bilan de cette session a pu être fait le 5 juin dernier lors

d'une table ronde avec l'ensemble du personnel. Les méthodes de formation ont privilégié la participation du personnel de service en mettant en valeur leurs expériences et leurs connaissances.

Les objectifs assignés à cette formation ont été les suivants :

- Permettre à l'ensemble du personnel d'inscrire son action dans un projet partagé en établissant des règles communes à l'ensemble du personnel de cantine
- Permettre aux agents d'exprimer leur difficultés, leurs attentes et besoins en matière de formation
- Permettre à l'ensemble des agents d'acquérir des connaissances pédagogiques et des outils leur permettant d'aborder leur fonction sereinement et d'organiser des temps périscolaires agréables et de qualité (les différents modes d'intervention de l'adulte face aux enfants, les types de relations adulte/enfant, le négociable et le non négociable argumentés à la cantine...)
- Permettre aux agents de s'approprier le projet politique de la collectivité en matière d'enfance
- Définir un règlement intérieur de la cantine scolaire et un échéancier de mise en œuvre.

La prestation fournie par l'UFCV fait l'objet d'une convention avec la commune qui doit verser une participation de 3 900 € en contrepartie.

Au terme de cette formation, le personnel périscolaire a pu exprimer sa volonté que d'autres sessions soient reconduites, et de nouvelles actions seront mises en place lors de la prochaine année scolaire, notamment autour du secourisme.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat avec l'UFCV reprenant les éléments précités.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-123) RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE – REPARTITION 2011 – LISTE PRINCIPALE

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11.207 en date du 7 décembre 2011, le programme concernant les opérations susceptibles d'être éligibles au titre de la répartition des recettes des amendes de police a été établi comme suit :

- Feux de signalisation
Carrefour Libération/Rue Jules Corvaisier
Total HT 15 733.30 €
Total TTC 18 817.74 €
- Signalisation Horizontale (passage piétons en agglomération)
Avenue de la Libération
Total HT 12 598.00 €
Total TTC 15 067.21 €
- Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération
Avenue de la Libération et rue de Melesse
Total HT 84 594.95 €
Total TTC 101 175.56 €
- Pistes Cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération
Avenue de la Libération
Total HT 27 124.55 €
Total TTC 32 440.96 €

L'attribution de la subvention correspondante a été effectuée auprès du conseil général.

Par circulaire du 21 mars 2012, le ministre de l'Intérieur a fixé à 885 746 € la dotation 2012 relative aux recettes des amendes de police revenant aux communes de moins de 10 000 habitants du département d'Ille et Vilaine.

Au cours de sa réunion du 21 mai 2012, la Commission permanente du Conseil Général a arrêté la liste des communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

La ville de Combourg a été retenue pour la réalisation des travaux suivants :

- Feux de signalisation carrefour Libération/Avenue Jules Corvaisier : 2 045.00 €
- Signalisation horizontale avenue de la Libération : 1 989.00 €
- Aménagement piétonniers avenue de la Libération/rue de Melesse 5 350.00 €
- Pistes cyclables protégées avenue de la Libération : 3 526.00 €

Soit un montant total de 12 910.00 €

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la somme proposée et de s'engager à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-124) ENQUETES PUBLIQUES COMMUNALES – CHEMINS - INDEMNITE VERSEE AU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par arrêtés municipaux en date du 10 avril 2012, ont été prescrites 9 enquêtes publiques relatives :

1. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Cabouchère»
2. au projet de cession d'une portion de chemin communal entre les lieux-dits « Les Verdières » et « Le Chenot »
3. au projet de cession d'une portion de chemin communal entre les lieux-dits « Les Verdières » et « Le Chenot »
4. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «Belle Lande»
5. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Quirais»
6. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Haye »
7. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Fromière »
8. au projet de cession d'une portion de chemin communal au lieu-dit «La Fromière »
9. au projet de régularisation de voie communale et cession de délaissés communaux au lieu-dit «Hailand»

Ces enquêtes se sont déroulées du mercredi 9 au vendredi 25 mai 2012 inclus.

Le commissaire enquêteur a siégé en mairie, **le jeudi 10 mai 2012 de 10 h à 12 h et le vendredi 18 mai 2012 de 14 heures à 17 heures** et le dernier jour de l'enquête, soit le **vendredi 25 mai 2012 de 14 heures à 17 heures**.

Compte tenu du temps passé figurant sur l'état présenté par le Commissaire Enquêteur, Monsieur LEBRET propose de lui verser pour l'ensemble des dossiers de cette enquête publique, une indemnité correspondant à 27 vacations ; le montant de vacation étant de 38.10 €.

En application de l'article L.311 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations URSSAF.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-125) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LA CABOUCHERE » A M. Bernard JOSSE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Bernard JOSSE en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal situé au droit de sa propriété au lieu dit « La Cabouchère » et référencée section F n° 816.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve de la cession du reste du chemin aux propriétaires des parcelles F690 et F817 et par délibération n°09.205 en date du 15 décembre 2009 le conseil municipal a émis un avis favorable à cette acquisition sous réserve du résultat de l'enquête publique obligatoire.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/075 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur, après avoir rencontré les deux riverains concernés qui se sont désistés en faveur du demandeur, Monsieur Bernard JOSSE, a conclu favorablement à cette acquisition de portion du chemin communal.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer :

- vu la demande de Monsieur Bernard JOSSE visant à acquérir une portion de chemin communal au lieu dit « La Cabouchère » et jouxtant sa propriété cadastrée section F n° 816.
- Vu l'avis favorable de la commission municipale sous réserve que Monsieur JOSSE cède à titre gracieux les portions situées au droit dudit chemin aux propriétaires des parcelles contiguës si ces derniers en font la demande
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°09.205 en date du 15 décembre 2009 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que les riverains concernés ont été contactés et se sont désistés en faveur du demandeur : Monsieur Bernard JOSSE
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal sise au lieu dit « La Cabouchère » et jouxtant la propriété de Monsieur Bernard JOSSE, cadastrée section F n° 816

- De céder cette même portion de chemin communal dans sa totalité à Monsieur Bernard JOSSE propriétaire au lieu dit La Cabouchère
- Que la cession interviendra au prix de 0.30 € HT le m² en application de la délibération 01.90 en date du 23 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-126) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL ENTRE LES LIEUX-DITS « LES VERDIERES » ET « Le CHENOT » à M. Yves DENOUAL

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Yves DENOUAL, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal situé entre « Les Verdières » et « Le Chenot » au droit de la parcelle cadastrée G0 1025.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserves des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/076 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition par Monsieur Yves DENOUAL de la portion de chemin communal concerné.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de Monsieur Yves DENOUAL visant à acquérir une portion de chemin communal situé entre « Les Verdières » et « Le Chenot » et au droit de la parcelle cadastrée section G 1025.
- vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°10-113 en date du 27 juillet 2010 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que les riverains concernés ont été contactés et n'ont manifesté aucune opposition

- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR »,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal situé entre « Les Verdières » et « Le Chenot » et jouxtant la propriété de M. Yves DENOUAL référencée section G 1025
- De céder cette même portion de chemin communal à Monsieur Yves DENOUAL
- Que la cession interviendra au prix de 0.30 € HT le m2 en application de la délibération n°10-113 en date du 27 juillet 2010, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-127) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL ENTRE LES LIEUX-DITS « LES VERDIERES » ET « LE CHENOT » à M. Jean DENOUAL

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par Monsieur Jean DENOUAL, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal situé entre « Les Verdières » et « Le Chenot » au droit des parcelles cadastrées section G numéros 1027, 1028, 1281 et 1022.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n°2012/077 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition par Monsieur Jean DENOUAL d'une portion de chemin communal jouxtant sa propriété.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de Monsieur Jean DENOUAL visant à acquérir une portion de chemin communal située entre « Les Verdières » et « Le Chenot » au droit des parcelles cadastrées section G numéros 1027, 1028, 1281 et 1022.
- vu l'avis favorable avec réserve de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°10-114 en date du 27 juillet 2010 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que les riverains concernés ont été contactés et n'ont manifesté aucune opposition
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal situé entre « Les Verdières » et « Le Chenot » et jouxtant la propriété de Monsieur Jean DENOUAL référencée section G numéros 1027, 1028, 1281 et 1022
- De céder cette même portion de chemin communal à Monsieur Jean DENOUAL
- Que la cession interviendra au prix de 0.30 € HT le m2 en application de la délibération 10-114 du 27 juillet 2001, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-128) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «BELLE LANDE» à M. et Mme Christophe QUEVERT

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par M. et Mme Christophe QUEVERT, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal située au droit de leurs parcelles cadastrées section C 587, C 909 et C 910 au lieu dit « Belle Lande ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n°2012/078 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition par Monsieur et Madame Christophe QUEVERT d'une portion de chemin communal concerné sous réserve d'acquérir uniquement :

- La partie au Sud au droit des parcelles C 587, C 581 à la limite Nord de ce chemin sur la parcelle C 586, et sous réserve des différentes servitudes notamment l'écoulement des eaux de ruissellement comme précisé lors de la délibération n° 11/109 du conseil municipal du 05 juillet 2011, en conséquence, la régularisation foncière et la détermination exacte de la surface seront officialisées par un document d'arpentage, un acte notarié entérinera cette mutation, l'ensemble des frais étant supporté par l'acquéreur.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de M. et Mme Christophe QUEVERT visant à acquérir une portion de chemin communal au lieu dit « Belle Lande ».
- vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie sous réserve du respect des différentes servitudes pouvant gréver cette portion de chemin
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°11-109 en date du 05 juillet 2011 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant le courrier d'un propriétaire riverain, en date du 23 mai 2012, demandant une solution d'accès à ses parcelles situées au lieu-dit « Belle Lande » et référencée section C n° 582
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De suspendre ce dossier dans l'attente de la résolution d'un droit de passage au profit du propriétaire de la parcelle référencée section C 582.

12-129) CESSIION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LA QUIRIAIS à M. Alcide LEMUR

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par M. et Mme Alcide LEMUR, en vue de l'acquisition d'un chemin communal situé au lieu dit « La Quiriais » au droit de leur parcelle cadastrée B 634.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n°2012/079 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition par M. et Mme Alcide LEMUR d'un chemin communal concerné

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de M. Alcide LEMUR visant à acquérir une portion de chemin communal au lieu dit « La Quiriais » au droit de leur parcelle cadastrée section B 634
- vu l'avis favorable avec réserve de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°11-108 en date du 05 juillet 2011 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que les riverains concernés ont été contactés et n'ont manifesté aucune opposition
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal sise au lieu dit « La Quiriais » et jouxtant la propriété de Monsieur Alcide LEMUR référencée section B n° 634
- De céder cette même portion de chemin communal à Monsieur Alcide LEMUR propriétaire au lieu dit « La Quiriais »
- Que la cession interviendra au prix de 0.30 € HT le m2 en application de la délibération n° 11-108 en date du 05 juillet 2011, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.

- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-130) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LA HAYE » à M. Pierrick DESCLOS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par M. Pierrick DESCLOS, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal jouxtant les parcelles F 811, F 808 et F 1602 dont il est propriétaire et situées au lieu dit « La Haye ».

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/080 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de M. Pierrick DESCLOS visant à acquérir une portion de chemin communal au lieu dit « La Haye » et jouxtant ses parcelles référencées section F numéros 811, 808 et 1602.
- vu l'avis favorable avec réserve de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°11-206 en date du 07 décembre 2011 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que toutes les parcelles jouxtant ce chemin appartiennent à Monsieur Pierrick DESCLOS
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal sise au lieu dit « La Haye » et jouxtant Les parcelles de Monsieur Pierrick DESCLOS référencées section F numéros 811, 808 et 1602.
- De céder cette même portion de chemin communal à Monsieur Pierrick DESCLOS propriétaire au lieu dit « La Haye »
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € HT le m2 en application de la délibération n°11-206 en date du 07 décembre 2011, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge de l'acquéreur.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-131) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LA FROMIERE » à M BLANCHET, Mlle LE HOUSSEL, M. DESCLOS

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée d'une part, par M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL et d'autre part, par M. Pierre DESCLOS, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal située au droit de leur propriété respective au lieu dit « La Fromière » à savoir pour M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL, propriétaires des parcelles section D n° 1247, 1246, 1245, 1241 et 1248 et pour M. Pierre DESCLOS, propriétaire indivis des parcelles section D n° 1249 et n° 887.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/081 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu à un avis favorable à l'acquisition partagée entre les demandeurs compte tenu du plan de division et conformément au bornage non contractualisé, effectué à la demande de M. Pierre-Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande d'une part de M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL et d'autre part, de M. Pierre DESCLOS, en vue de l'acquisition d'une

portion de chemin communal située au droit de leur propriété respective au lieu dit « La Fromière » à savoir pour M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL, propriétaires des parcelles section D n° 1247, 1246, 1245, 1241 et 1248 et pour M. Pierre DESCLOS, propriétaire indivis des parcelles section D n° 1249 et n° 887.

- vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°12-27 en date du 08 février 2012 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que l'ensemble des riverains également demandant ont été contactés et n'ont manifesté aucune opposition
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal sise au lieu dit « La Fromière » et jouxtant la propriété d'une part de M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL référencée section D n° 1247, 1246, 1245, 1241 et 1248 et d'autre part de M. Pierre DESCLOS, propriétaire indivis, référencée section D n° 1249 et n° 887.
- De céder ces mêmes portions de chemin communal d'une part à M. Pierre-Yves BLANCHET, Mlle Mélanie LE HOUSSEL et d'une part à M. Pierre DESCLOS, propriétaires au lieu dit « La Fromière »
- Que la cession interviendra au prix de 0.80 € HT le m2 en application de la délibération n°12-27 en date du 08 février 2012, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge des acquéreurs.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-132) CESSION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LA FROMIERE » à M. BLANCHET et Melle LE HOUSSEL

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée par M. Pierre-Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL, en vue de l'acquisition d'un délaissé communal situé au droit de leur propriété, entre les parcelles cadastrées D 1233 et D 1235, au lieu dit « La Fromière »

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/082 en date du 10 avril 2012 et c'est déroulé du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu favorablement à cette acquisition par M. Pierre-Yves BLANCHET et Mme Mélanie LE HOUSSEL.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu la demande de M. Pierre Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL visant à acquérir une portion de chemin communal au lieu dit « La Fromière » et jouxtant leur propriété référencée section D n° 1233 et 1235.
- vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie sous réserve de l'aliénation au profit de la commune des parcelles frappées d'alignement le long de la voie communale, ainsi que de la partie Nord de la parcelle cadastrée section D n° 1238 pour permettre un meilleur accès au chemin rural.
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°12-28 en date du 08 février 2012 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que l'ensemble des parcelles jouxtant ces délaissés appartiennent aux demandeurs
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser une partie du chemin communal sise au lieu dit « La Fromière » et jouxtant la propriété de M. Pierre Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL référencée section D n° 1233 et 1235.
- De céder la portion de chemin communal à Monsieur Pierre Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL, propriétaires au lieu dit « La Fromière » à la condition que ces derniers cèdent à la Commune le terrain nécessaire à l'élargissement du chemin rural (partie nord de la parcelle cadastrée section D n° 1238) ainsi que les terrains nécessaires à la régularisation de l'emprise de la voie communale n° 171 (cadastrés section D n° 1239, 1240, 1243)
- Que les cessions interviendront au prix de 0.80 € HT le m2 en application de la délibération n° 12-28 en date du 08 février 2012, les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc.) devront être supportés par les acquéreurs : M. Pierre Yves BLANCHET et Mlle Mélanie LE HOUSSEL ainsi que la Commune
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètre à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale «Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-133) REGULARISATION DE VOIE COMMUNALE ET CESSION DE DELAISSES COMMUNALES AU LIEU-DIT «HAILAND» à MM. HARAND

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été sollicitée le 3 septembre 2010 par Loïc HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 32, 41 et 42, le 12 septembre 2011 par Joël HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 33, n° 34 et n° 35 et le 3 janvier 2012 par Henri HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 29, n° 30 et n° 31, en vue de la régularisation de voie communale et d'acquisition de délaissés au lieu-dit « HAILAND » au droit de leur propriété respective.

Saisie de cette demande, la commission municipale ad hoc a émis un avis favorable sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire en pareil cas.

Cette enquête a été prescrite par arrêté municipal n° 2012/083 en date du 10 avril 2012 et s'est déroulée du mercredi 09 au vendredi 25 mai 2012.

Le commissaire enquêteur a conclu à un avis favorable à cette acquisition par Loïc HARAND, Joël HARAND et Henri HARAND.

La portion de chemin communal concerné n'est pas inscrite au plan départemental « PDIPR ».

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

- vu les demandes de Loïc HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 32, 41 et 42, de Joël HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 33, n° 34 et n° 35 et de Henri HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 29, n° 30 et n° 31, en vue de la régularisation de voie communale et d'acquisition de délaissés au lieu-dit « HAILAND » au droit de leur propriété respective.
- vu l'avis favorable de la commission municipale chargée de la voirie
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°12-29 en date du 08 février 2012 donnant un avis favorable au principe de cette cession sous réserve des conclusions de l'enquête publique.
- Vu les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur.
- Considérant que tous les propriétaires jouxtant les parcelles à céder ont été contactés et m'ont manifesté aucune opposition
- Considérant que le délaissé communal concerné n'est pas inscrit au plan départemental « PDIPR ».

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,
DECIDE :

- De déclasser et de régulariser les parties du chemin communal sises au lieu dit « HAILAND » et jouxtant les propriétés de Loïc HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 32, 41 et 42, de Joël HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 33, n° 34 et n° 35 et de Henri HARAND, propriétaire des parcelles référencées section K n° 29, n° 30 et n° 31.
- De céder et régulariser ces mêmes portions du chemin communal à Messieurs Loïc HARAND, Joël HARAND et Henri HARAND propriétaires au lieu dit « HAILAND » sous réserve : que la commune entre en possession des parcelles de terrain nécessaires à la régularisation de voirie existante
- Que les cessions interviendront au prix de 0.80 € HT le m2 en application de la délibération n° 12-29 en date du 08 février 2012, tous les frais qui en seront la conséquence (géomètre, notaire, etc...) étant à la charge des acquéreurs : Messieurs Harand Joël, Henri et Loïc et la commune.
- Que le document d'arpentage sera confié au cabinet LETERTRE, géomètres à Dol de Bretagne (Ille et Vilaine) et les actes notariés à la SCP notariale « Priol et Lacourt » de Combourg.

Enfin, pouvoir est donné au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour la conclusion de ce dossier.

12-134) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 23 mai 2012 (**DIA n° 21**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 18 sise « 11, rue de la Barrière » d'une superficie de 155 m² et supportant un jardin

- Décision en date du 24 mai 2012 (**DIA n° 22**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles section AI numéros 445, 443, 442 et section AH 551 d'une superficie de 5 700 m² et supportant des terrains constructibles (échange)
- Décision en date du 30 mai 2012 (**DIA n° 23**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AI n° 61 et 62 d'une superficie de 1 755 m² et supportant un commerce avec logement.
- Décision en date du 05 juin 2012 (**DIA n° 24**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 450 d'une superficie de 765 m² et supportant un terrain nu en zone artisanale
- Décision en date du 12 juin 2012 (**DIA n° 25**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 533 d'une superficie de 371 m² et supportant une maison d'habitation.
- Arrêté n° 2012-063 en date du 21 Mai 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 10 000 € de la SMACL (acompte sur indemnité dégât des eaux à la Maison de l'Enfance)
- Arrêté n° 2012-078 en date du 18 Juin 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 2 658,71 € de la SMACL (candélabre endommagé)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-135) QUESTIONS ORALES (3^e TRIMESTRE)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

12-136) MOTION DE SOUTIEN AUX SALAIRES DE LA SOCIETE NOVANDIE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que son attention a été attirée sur les risques pesant sur le devenir du site de la Société NOVANDIE (Groupe ANDROS) implantée à MARCILLE-RAOUL et les emplois (directs et indirects) qui y sont attachés.

La Commune de COMBOURG apporte son soutien entier aux salariés de cette entreprise.

Compte tenu des difficultés économiques inhérentes à notre territoire, de l'accroissement constaté des difficultés sociales liées aux problèmes financiers de nos administrés,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DEMANDE** aux Instances Gouvernementales et Economiques d'aider le groupe ANDROS à mettre en place toutes les mesures appropriées lui permettant d'éviter un choix stratégique de redéploiement des effectifs préjudiciable à notre secteur et risquant d'entraîner une désertification du nord-est de l'Ille et Vilaine

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 50.

1.